

DÉLIBÉRATION DE_2023_047

L'an deux mille vingt-trois et le trois juillet, le Conseil Communautaire de la Communauté de Communes Montagne Montravel et Gurson dûment convoqué s'est réuni à 18 heures 30, en session ordinaire à la SALLE DES FÊTES DE MONTCARET sous la Présidence de Thierry BOIDÉ.

Date de convocation : 27 juin 2023

Présents : Georges MADELAINE, Ghislain PANTAROTTO, Sylvie CROSOIR, Michel FRICHO, Jean-Claude MAILLAT, Marcel LESBÉGUERIES, Didier MOREAU, Hélène DONADIER, Jean-Luc FAVRETTO, Jean-Thierry LANSADÉ, Marie-Catherine ROHOF, Christian SCALIGER, Christian GALLOT, Karine LEY, Annie MAIGRE, Éric REY, Jean-Louis REY, Thierry BOIDÉ, Cyril BARDE, Éric FRÉTILLÈRE, Dominique IBERTO, Gilbert DE MIRAS, Lucette MOUTREUIL, Gilles TAVERSON, Yves JACQUELIN

Pouvoirs : Marc GRANDY par Yves JACQUELIN, Jean-Pierre CHAUMARD par Lucette MOUTREUIL, Magalie LEPLET par Gilles TAVERSON

Secrétaire : Marie-Catherine ROHOF

Membres en exercice : 32 Présents : 25 Votants : 28 Abstentions : 0 Contre : 0 Pour : 28

**OBJET : CONVENTION AVEC LE CONSEIL DÉPARTEMENTAL DE LA DORDOGNE (CD24)
CONCERNANT LE TOURNE A GAUCHE A MONTCARET**

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu le rapport présenté par le Président de la Communauté de Communes Montagne Montravel et Gurson ;

Le Président donne lecture du projet de convention pour les travaux d'aménagement de la ZA Pré Chalustre sur la commune de Montcaret.

Après en avoir délibéré, le Conseil Communautaire, à l'unanimité :

- Approuve la convention ci-annexée, entre le Conseil Départemental et la Communauté de Communes.
- Autorise le Président à signer toutes les pièces nécessaires à la réalisation de ce dossier.

Le Président,
Thierry BOIDÉ

DEPARTEMENT DE
LA DORDOGNE

COOPERATIVE LA
PERIGOURDINE

COMMUNAUTE DE COMMUNES
MONTAIGNE MONTRAVEL ET
GURSON

COMMUNE DE
MONTCARET

Route départementale n° 936
Commune de MONTCARET

CONVENTION DE CO-MAITRISE D'OUVRAGE

FIXANT LES CONDITIONS DE REALISATION D'UN DOUBLE TOURNE-A-GAUCHE SUR LA ROUTE
DEPARTEMENTALE N° 936 SUR LE TERRITOIRE DE LA COMMUNE DE MONTCARET
DANS LE CADRE DES DISPOSITIONS DE L'ARTICLE L. 332-8 DU CODE DE L'URBANISME

CONVENTION N°

Entre

Le **DEPARTEMENT DE LA DORDOGNE**, personne morale de droit public, domicilié Hôtel du Département, 2 rue Paul Louis Courier, CS 11200 - 24019 PERIGUEUX CEDEX, représenté par Monsieur le Président du Conseil Départemental, dûment habilité à cet effet par délibération du Conseil Départemental n° 15-2016 du 2 avril 2015, et autorisé à signer la présente en vertu de la délibération de la Commission Permanente n° _____ en date du _____ ,

Ci-après dénommé « Le Département »

Et

La **COOPERATIVE LA PERIGOURDINE** identifiée comme suit :

- forme juridique :
- siège social :
- numéro d'immatriculation au Registre du Commerce et des Sociétés de Périgueux :
- numéro SIREN :
- noms, prénoms et adresses des représentants :

Dont le (Président-gérant-directeur) est, spécialement habilité à signer les présentes par une délibération de la _____ en date du _____

Ci-après dénommée « La PERIGOURDINE »

Et

La **COMMUNAUTE DE COMMUNES MONTAIGNE MONTRAVEL ET GURSON**, représentée par **Monsieur Thierry BOIDE**, Président de la Communauté de Communes, dûment habilité à signer en vertu de la délibération du Conseil Communautaire en date du _____ et faisant élection de domicile, 6 place de la mairie 24230 VELINES,

Ci-après dénommée « La Communauté de Communes »,

Et

La **COMMUNE DE MONTCARET**, représentée par **Monsieur Jean-Thierry LANSADE**, Maire de la commune, dûment habilité à signer en vertu de la délibération du Conseil Municipal en date du _____ et faisant élection de domicile, 19 rue de la Villa Gallo-Romaine 24230 MONTCARET,

Ci-après dénommée « La Commune »,

Ci-après communément dénommés "les Parties".

PREAMBULE

La coopérative agricole LA PERIGOURDINE projette la création d'une jardinerie et d'un magasin de motoculture en bordure de la route départementale n° 936, au lieu-dit « Pré de Chalustre » sur la commune de Montcaret.

Pour ce faire, elle va déposer une demande de permis de construire.

La réalisation de ce projet va générer un trafic en entrée et sortie, avec des mouvements de tourne à gauche plus importants sur la route départementale n° 936, rendant nécessaire, pour des raisons de sécurité, la construction d'un aménagement spécifique sur la route départementale n° 936, sous la forme d'un double tourne-à-gauche.

Cet aménagement spécifique permettra de sécuriser la desserte du projet ainsi que des activités implantées dans le secteur concerné.

Dès lors, et afin de regrouper les accès des différentes activités, la construction de cet ouvrage nécessite la création d'une nouvelle voie communale qui desservira la zone située au Sud de la Route Départementale n° 936 et de réaliser le raccordement de cette voie nouvelle sur la Route Départementale n° 936. Elle permettra également la desserte sécurisée des riverains situés au Nord du projet.

La maîtrise d'ouvrage de l'équipement complet (double tourne à gauche et voie de desserte) sera assurée par la Communauté de communes de Montaigne Montravel et Gurson qui a compétence économique et qui a obtenu l'engagement d'un financement de l'Etat (FNADT) pour cette opération. (confirmation à obtenir).

Dans ce contexte, les Parties se sont rapprochées afin de :

- fixer les modalités de réalisation de l'équipement public constitué d'un double tourne à gauche sur la Route Départementale n° 936 et d'une voie communale desservant la zone d'activités ;
- fixer en application de l'article L 332-8 du Code de l'Urbanisme, les conditions de la participation à la réalisation de l'équipement public exceptionnel ci-dessus visé ;
- définir les modalités de cession des emprises nécessaires à la réalisation de cet équipement public,
- définir les dispositions générales de la présente convention.

Sous réserve de la réalisation des conditions suspensives énoncées à l'article 8 des présentes, les Parties ont arrêté et convenu ce qui suit :

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet de définir les conditions techniques, administratives et financières de réalisation du double tourne-à-gauche sur la RD 936 et de la création d'une nouvelle voie communale dans le cadre de la demande de permis de construire de la coopérative LA PERIGOURDINE conformément à l'article L 332-8 du Code de l'Urbanisme.

Dans ce contexte, conformément à l'article 2422-12 du Code de la Commande Publique, les Parties ont décidé de réaliser l'opération en co-maîtrise d'ouvrage et de désigner la Communauté de communes en tant que maître d'ouvrage unique pour l'aménagement du double tourne-à-gauche et de la nouvelle voie communale.

Les Parties rappellent que la délivrance du permis de construire visé en préambule est subordonnée à la participation de la coopérative LA PERIGOURDINE au financement de la réalisation de l'équipement public exceptionnel susvisé et des aménagements routiers qui en sont la conséquence.

ARTICLE 2 : CARACTERISTIQUES DE L'OUVRAGE

Les principales caractéristiques de l'ouvrage sont présentées dans les pièces annexées à la présente convention.

Le projet de réalisation du double tourne-à-gauche comprend :

- des travaux routiers et d'assainissement,
- les accotements, trottoirs et caniveaux,
- la fourniture et pose de signalisation de police et directionnelle,
- des travaux de marquage (signalisation horizontale),

Le projet de création de la voie communale comprend :

- des travaux routiers et d'assainissement sur l'assiette de la nouvelle voie communale,
- les raccordements de la nouvelle voie communale sur la RD 936
- les accotements, trottoirs et caniveaux,
- la fourniture et pose de signalisation de police,
- des travaux de marquage (signalisation horizontale),

La structure de la chaussée de la route départementale n° 936 devra être établie sur la base d'une étude géotechnique établie par un Laboratoire spécialisé. Cette étude et la structure de chaussée proposée devront être validées préalablement aux travaux par le Département et pourront faire l'objet de modifications ou prescriptions de la part de ce dernier.

La structure de la chaussée de la voie communale devra être établie sur la base d'une étude géotechnique établie par un Laboratoire spécialisé. Cette étude et la structure de chaussée proposée devront être validées préalablement aux travaux par la Commune et pourront faire l'objet de modifications ou prescriptions de la part de cette dernière.

L'adaptation des réseaux (AEP, assainissement, ENEDIS, ORANGE,...) situés dans l'emprise du domaine public routier et impactés par ce projet reste à la charge des gestionnaires compétents.

L'adaptation des réseaux situés en dehors du domaine public routier et impactés par ce projet relève de la maîtrise d'ouvrage de la Communauté de Communes et sera réalisé à ses frais et sous sa responsabilité.

ARTICLE 3 : CONDITIONS DE REALISATION DES TRAVAUX

3.1 Maîtrise d'ouvrage et Maitrise d'œuvre

La Communauté de commune est Maître d'ouvrage de l'opération décrite en article 2 selon le plan de principe des travaux, annexé à la présente et à ce titre elle aura en charge :

- la programmation de l'opération,
- la maîtrise foncière des terrains nécessaires à l'opération
- les autorisations administratives éventuelles,
- la mission de maîtrise d'œuvre études et travaux,
- la réception des travaux,
- la liquidation financière,
- la mise en œuvre des garanties éventuelles,
- le suivi des contentieux éventuels afférents aux travaux dont il a la maîtrise d'ouvrage.

Au titre de la maîtrise d'œuvre seront exécutées par la Communauté de communes les tâches suivantes :

- les études techniques (AVP-PRO)
- la dévolution des marchés d'études et de travaux (ACT)
- l'ordonnancement (OPC) et le suivi des travaux (DET)
- l'assistance à la réception des travaux (AOR)

La procédure d'archéologie préventive sur le périmètre du double Tourne à Gauche et de la voie communale est à la charge de la Communauté de Communes, maître d'ouvrage. En cas de diagnostic positif, la prise en charge afférente aux fouilles archéologiques est assurée par la communauté de Communes.

3.2 Calendrier des travaux

Les travaux seront réalisés lorsque les conditions suspensives seront levées (maitrise foncière du projet, archéologie préventive, autorisations administratives...).

Le calendrier de l'opération devra être établi en concertation avec les différentes parties signataires de cette convention.

Les Parties sont convenues que l'aménagement projeté devra être réalisé et mis en service au plus tard le jour de l'ouverture du magasin de la PERIGOURDINE au public, ou de la première activité implantée sur les terrains de la PERIGOURDINE.

A défaut, de réalisation des conditions suspensives prévues à la présente, les parties se réuniront afin de modifier le calendrier d'un commun accord.

La durée des travaux ne devra pas excéder 6 mois.

3.3 Conditions de desserte des activités et des riverains sur la RD936 (Cf. plan joint – **plan à faire**)

Les conditions de desserte des activités et riverains, après la réalisation des travaux, seront les suivantes :

- les parcelles AM 210 et AM89 (vans FAUTRAS) disposeront d'un accès direct sur la RD936 et seront desservies par le futur Tourne à gauche. Les manœuvres de tourne à gauche et de tourne à droite vers et depuis l'accès seront autorisées pour toutes les directions.
- les parcelles AM 94, AM92-93, AM96-97 (maison d'habitations situées au nord) disposeront d'un accès direct sur la RD936. L'entrée et la sortie vers ou depuis les accès privés sera autorisé par une manœuvre directe de tourne à droite depuis la direction de BERGERAC pour l'entrée et vers la direction de Libourne en sortie. En revanche, les sorties en direction de Bergerac par cisaillement de la RD936 seront interdites. Les riverains devront emprunter le tourne à gauche vers la voie communale, puis la voie communale afin de se diriger vers BERGERAC par une manœuvre de tourne à droite. Enfin, pour les manœuvres d'entrée vers les accès depuis Libourne, les riverains seront tenus de poursuivre leur chemin jusqu'au giratoire des Réaux et faire demi-tour afin de rentrer en manœuvre de tourne à droite
- les parcelles AM 126-127-128-129-130 (LA PERIGOURDINE) et AM 227 (SILVA) seront desservis par le tourne à gauche aménagé. Les manœuvres de tourne à gauche et de tourne à droite vers et depuis l'accès seront autorisées pour toutes les directions.
- Les parcelles AM228, AM219 (PONT DE L'ESTROP) et AM220 (BRIVARI) disposeront de 2 accès en entrée-sortie: 1 accès par le Tourne à gauche aménagé (voie communale) et 1 accès par la 2^{ème} branche de la voie communale située côté BERGERAC. Les accès en entrée depuis BERGERAC seront nécessairement réalisés par le Tourne à gauche aménagé, puis par l'emprunt de la voie communale. Les accès en entrée depuis LIBOURNE et en sortie vers BERGERAC seront autorisés sur les 2 accès en manœuvre de tourne à droite. Enfin les sorties en direction de LIBOURNE en manœuvre de tourne à gauche ne seront pas autorisées par la voie communale située côté BERGERAC. Les usagers devront sortir en tourne à droite jusqu'au giratoire des Réaux et faire demi-tour pour repartir vers LIBOURNE.

Les autres accès du secteur restent inchangés.

3.4 Conditions générales de réalisation

La Communauté de Communes associera le Département, La PERIGOURDINE, et la Commune à toutes les discussions relatives à la conception comme à la réalisation de l'aménagement projeté.

La Communauté de Communes s'engage à informer La PERIGOURDINE et le Département de tout évènement significatif pendant la réalisation des travaux.

En cas de difficultés pendant la réalisation des travaux, la Communauté de Communes pourra modifier la programmation des travaux après échange avec La PERIGOURDINE, le Département et la Commune.

La Communauté de Communes s'engage à solliciter l'accord préalable du Département, de La PERIGOURDINE, et de la Commune sur toute modification du planning ayant une incidence sur la date de mise en service des activités.

Marchés publics

La Communauté de Communes en sa qualité de MOA et MOE, se chargera de passer et d'exécuter les marchés publics nécessaires à la réalisation de l'opération d'aménagement selon les règles établies par le Code de la commande publique.

Mesures d'exploitation

Les travaux seront menés selon le principe d'un maintien de la circulation sur la RD936 induisant la mise en place de mesures d'exploitation tels qu'alternats, rétrécissement des largeurs de chaussée, basculement des voies de circulation...

Néanmoins, les travaux pourront induire la fermeture temporaire de la RD 936 de nuit nécessitant la mise en place de déviations locales et d'arrêtés temporaires de circulation.

Un dossier d'exploitation devra être réalisé par la Communauté de Communes et adressé au Département (Direction du Patrimoine Routier) préalablement aux travaux pour validation.

ARTICLE 4 : MONTANT DE L'OPERATION

Le montant de l'opération d'aménagement du double tourne-à-gauche avec la création d'une voie communale attenante est estimé à 856 000 € TTC (base estimation Communauté de Communes).

Cette estimation comprend :

- le montant des travaux et des déplacements ou suppressions des réseaux,
- les études externalisées,
- la maîtrise d'œuvre.

ARTICLE 5 : FINANCEMENT DE L'OPERATION

Le plan prévisionnel de financement de l'opération est le suivant :

La PERIGOURDINE : 100 000 € participation forfaitaire et définitive
Le Département : 25% du montant HT participation plafonnée à 178 000 €
FNADT : 178 000 €
Solde à la charge de la Communauté de Communes : 400 000 € TTC

Si le Fonds national d'aménagement et de développement du territoire (FNADT) attendu à hauteur de 178 000 € n'est pas obtenu, la Communauté de communes assurera le solde du financement de l'opération, quel qu'en soit son montant et ne pourra pas exiger des autres Parties le montant escompté non obtenu.

La participation de la PERIGOURDINE est forfaitaire et définitive quels que soient les aléas sur le coût réel de l'opération.

La participation du Département est fixée à 25% et sera calculée sur la base des dépenses réelles HT et plafonnée à 178 000 €.

ARTICLE 6 : VERSEMENT DE LA PARTICIPATION

La participation de la PERIGOURDINE sera exigible dès la délivrance du permis de construire, conformément à l'article L 424-6 du Code de l'urbanisme.

La participation du Département sera exigible après la réception définitive des travaux. La Communauté de Communes adressera au Département les justificatifs des dépenses réalisées.

Elles seront versées en une seule fois dans un (1) mois à réception de l'avis de recouvrement qui leur sera faite par M. le Payeur départemental de la Dordogne.

ARTICLE 7 : MAITRISE FONCIERE ET REMISE DES OUVRAGES

7-1 Foncier :

La présente convention vaut mise à disposition au bénéfice de la Communauté de Communes des parties des parcelles nécessaires à la réalisation des travaux.

Les actes authentiques seront établis en la forme administrative aux frais et à la diligence de la Communauté de Communes.

Le Département

Le Département procèdera à ses frais et sous sa responsabilité à l'acquisition des terrains nécessaires à l'aménagement du double Tourne à gauche et qui ont vocation à intégrer le futur domaine public routier départemental.

Le Département met à disposition de la Communauté de Communes par la présente les terrains d'assiette de la route départementale n°936 et de la voie communale concernée par le périmètre des travaux.

La PERIGOURDINE

Le projet de La PERIGOURDINE se situe sur les parcelles cadastrées AM 126, 127, 128, 129, 130.

La PERIGOURDINE devra assurer la maîtrise foncière des terrains nécessaires à son projet.

De fait, la PERIGOURDINE assure la maîtrise foncière des terrains privés nécessaires à la construction de l'aménagement public exceptionnel décrit en article 2 et qui ne sont pas situés dans le Domaine public routier départemental et les met à disposition de la Communauté de Communes pour la réalisation des travaux objet de la présente.

Après réalisation des travaux routiers, ce dernier s'engage, par la présente en qualité de propriétaire, à céder au Département, à titre gratuit, les emprises occupées par le double tourne à gauche ainsi réalisé et ses dépendances, sis sur le territoire de la commune de Montcaret, selon plan de principe joint en annexe (parties des parcelles AM 126, 127, 128, 129 et 130).

De la même façon, La PERIGOURDINE s'engage, par la présente en qualité de propriétaire, à céder à la Commune, à titre gratuit, les emprises occupées par la nouvelle voie communale, situé en partie sur la parcelle cadastrée sur le territoire de la commune de Montcaret, section AM sous le numéro 126.

La Communauté de Communes

La Communauté de communes quant à elle assure la maîtrise foncière des terrains privés nécessaires à la construction de la nouvelle voirie communale (terrains propriété PONT DE L'ESTROP cadastrés AM228 et AM219).

Après réalisation des travaux d'aménagement, les terrains d'assiette de la future voie communale seront cédés gratuitement à la Commune.

7-2 Autorisation de prise de possession anticipée pour les travaux :

La Périgourdine autorise la Communauté de communes et toute personne physique ou morale dûment mandatée par lui à pénétrer, dès la signature de la présente convention, sur les parcelles lui appartenant et concernées par le périmètre des travaux objet de la présente, sur le territoire de la commune de Montcaret, et à y réaliser les travaux prévus dans le cadre de la présente convention (articles 2 et 3).

De même, le Département autorise la Communauté de Communes et toute personne physique ou morale dûment mandatée par lui à pénétrer, dès la signature de la présente convention, sur son domaine, sur le territoire de la commune de Montcaret, et à y réaliser les travaux prévus dans le cadre de la présente convention (articles 2 et 3).

7-3 Remise d'ouvrage

a- Procès-verbal de remise d'ouvrage :

A la fin des travaux d'aménagement prévus à l'article 2, une visite technique sera organisée par le Communauté de communes et les représentants de la Commune et du Département assisteront à cette visite technique. Un procès-verbal de transfert qui pourra être assorti éventuellement de réserves si des travaux de parachèvement s'avèrent nécessaires, constatera le transfert de l'aménagement réalisé, de la Communauté de Communes au Département et à la Commune, selon les modalités suivantes :

Double Tourne à gauche sur la RD 936 : transfert au Département.

Voie communale : transfert à la Commune

b- La garantie de parfait achèvement :

Pendant le délai de garantie de parfait achèvement d'un an à dater de la mise en service, la communauté de Communes prendra en charge la réparation de tous les désordres constatés dans les travaux exécutés. Ces désordres feront l'objet de la part de la Commune et du Département, chacun en ce qui le concerne, soit de réserves mentionnées au procès-verbal de transfert de gestion, soit pendant la durée du délai de garantie, de notification écrites pour ceux révélés postérieurement au transfert de gestion.

La garantie ne s'étend pas aux travaux nécessaires pour remédier aux effets de l'usure normale ou de l'usage de ces aménagements.

ARTICLE 8 : CONDITIONS SUSPENSIVES

La mise en œuvre de la présente convention est subordonnée à la réalisation des conditions suspensives suivantes :

- obtention des autorisations administratives et notamment du permis de construire;
- accord de la préfecture pour la réalisation du double tourne-à-gauche sur une route classée à grande circulation ;
- levée de la contrainte archéologique éventuelle pour l'aménagement routier. La demande sera formulée par la Communauté de Communes, maître de l'ouvrage. En cas de diagnostic positif, la prise en charge afférente aux fouilles archéologiques est assurée par la communauté de Communes, maître d'ouvrage ;
- maîtrise foncière des terrains nécessaires à la réalisation de l'aménagement objet de la présente ;

Les conditions suspensives devront être réalisées dans les six (6) mois de la signature des présentes.

Aux termes de ce délai, si les conditions suspensives ne devaient pas être réalisées, les présentes seront automatiquement prorogées pour une durée de douze (12) mois supplémentaires.

Si les conditions suspensives n'étaient toujours pas réalisées à l'issue des onze (11) premiers mois de ce délai supplémentaire, les Parties conviennent de se rencontrer afin de décider d'un commun accord des suites à donner à la présente convention.

ARTICLE 9 : RESPONSABILITE

La Communauté de Communes demeurera seule responsable vis-à-vis des tiers des conséquences résultant directement du fait des travaux relatifs à l'équipement public objet des présentes (hors procédures d'autorisation administrative éventuelles).

A cet égard, la Communauté de Communes en sa qualité de maître de l'ouvrage unique vérifiera que les entreprises qu'elle mandatera disposeront des garanties nécessaires pour couvrir leurs responsabilités en cas de dommage dans le cadre de l'exécution des travaux qu'elles auront à exécuter.

En cas d'inexécution d'une des obligations souscrites par les Parties au titre des présentes, la partie subissant le préjudice du fait de l'inexécution pourra obtenir de la partie défaillante la réparation de son préjudice par voie amiable et à défaut, par voie judiciaire.

ARTICLE 10 : TRANSFERT DU PERMIS DE CONSTRUIRE

Les droits et obligations de la présente convention s'imposeront à tous bénéficiaires d'un transfert du permis de construire.

ARTICLE 11 : AVENANTS A LA CONVENTION

Toute modification éventuelle d'une ou plusieurs des clauses de la présente convention, décidée d'un commun accord entre les parties, fera l'objet de la passation d'un avenant.

ARTICLE 12 : LITIGES

Tout différend relatif à l'interprétation ou à l'exécution de la présente convention fera l'objet, à l'initiative de la partie la plus diligente, d'une recherche de règlement amiable préalablement à toute action contentieuse devant le Tribunal administratif de Bordeaux.

ARTICLE 13 : ANNEXES

1. Plan de principe des travaux,
2. Plan de masse de la Périgourdine,
3. Plan de principes de la desserte par les accès riverains
4. Statuts, Extrait KBIS, délégations du représentant de la PERIGOURDINE

La présente convention a été établie en quatre exemplaires originaux.

Fait à Périgueux, le

**La PERIGOURDINE,
représenté par**

Le Président du Conseil départemental,

Germinal PEIRO

**Le Président de la Communauté de Communes
Montagne Montravel et Gurson**

Le Maire de MONTCARET

Thierry BOIDE

Jean-Thierry LANSADE

SOUS PREFECTURE DE BERGERAC
Date de réception de l'AR: 04/07/2023
024-200034197-20230703-DE_2023_047-DE

